

Octobre 2024

Termes de référence pour la mobilisation d'un (e) Chargé(e) de supervision Infrastructures, équipement, maintenance régionale dans le cadre du Projet d'appui aux droits et à la santé sexuelle des adolescent(e)s et jeunes – DSSR – en Guinée financé par l'Agence française de développement

Expertise France, agence publique est l'acteur interministériel de la coopération technique internationale, filiale du groupe Agence française de développement (groupe AFD).

Elle assure des missions d'ingénierie et de mise en œuvre de projets de renforcement des capacités, de mobilisation de l'expertise technique ainsi qu'une fonction d'ensemblier de projets faisant intervenir de l'expertise publique et des savoir-faire privés.

L'agence intervient autour de quatre axes prioritaires :

- Gouvernance démocratique, économique et financière ;
- Paix, stabilité et sécurité ;
- Climat, biodiversité et développement durable ;
- Santé et développement humain.

Description du projet DSSR en Guinée

Le Projet d'appui aux droits et à la santé sexuelle et reproductive des adolescent(e)s et jeunes en Guinée – DSSR – financé par l'Agence Française de Développement, piloté par le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique avec les Ministères de la Jeunesse et des Sports ainsi que de l'Enseignement Pré-Universitaire et de l'Alphabétisation – est mis en œuvre par Expertise France.

Dans le cadre de l'amélioration des soins de santé sexuelle et reproductive et de PF, le Gouvernement de la Guinée a bénéficié d'une subvention de l'Agence Française de Développement pour le financement du « Projet d'appui aux droits et à la santé sexuelle et reproductive ». Ce projet répond aux objectifs du développement durable (ODD) III & V visant la bonne santé, le bien-être et l'égalité entre les sexes.

Ce projet cible en particulier les jeunes et adolescent(e)s – J&A – âgés de 10 à 24 ans scolarisés et non-scolarisés, dans la région de Boké en visant l'autonomisation des femmes, des filles et la réduction des inégalités de genre. Les différentes activités sont axées sur trois composantes :

- La promotion de la demande en matière de DSSR/PF des J&A ;
- Le renforcement de l'offre de services de soins SSR/PF ;
- L'amélioration de la gouvernance et du cadre institutionnel en matière de DSSR.

Le renforcement de l'offre de soins passe entre autres par la mise à disposition d'infrastructures respectueuse du genre dans la conception avec des services SSR/PF/VBG fonctionnels.

Pour y parvenir, une stratégie s'articulant autour de cinq phases a été adoptée :

- Études préalables et programme ;
- Appel d'offres Maîtrise d'œuvre (MOE) ;
- Conception-études ;
- Appel d'offres entreprises ;
- Travaux et acquisition d'équipements.

Les quatre (04) premières phases ont été finalisées et l'ouverture des chantiers pour les travaux démarre en décembre 2024. Le projet prévoit :

- La construction d'un centre de santé AGBEF de référence sur les SR à Boké ;

- La construction d'une maison d'hébergement d'urgence AGUIAS pour les victimes de violences ;
- Les rénovations et extensions des centres de santé de Kanfarandé, Wendou M'bour, Termessé et Bintimodiya ;
- La rénovation de CECOJE dans chacune des préfectures, espaces de santé réservés aux jeunes, et construction d'espaces conviviaux accolés ou à proximité.

Pour assurer une meilleure supervision de ces travaux et participer à la réception des équipements, Expertise France recrute pour le projet DSSR, le poste basé à Boké :

Un (e) Chargé(e) de supervision Infrastructures, équipement, maintenance régionale

SITUATION/ POSITION : DSSR – Coordination régionale

Le/la chargé(e) de supervision infrastructures, équipements, maintenance régional basé(e) à Boké est placé(e) sous la responsabilité hiérarchique du responsable infrastructures, équipements et maintenance de la composante 2.

D'un profil technique, il/elle est chargé(e) de la mise en œuvre des activités qui lui sont confiées par le responsable infrastructures, équipement et maintenance de la composante 2.

Il/elle est aussi chargé(e) de la collecte des données, du suivi des indicateurs et du reporting pour les activités qui lui sont confiées.

MISSIONS :

Les principales missions confiées au/à la Chargé(e) de supervision infrastructures, équipement et maintenance régional sont les suivantes :

- Elabore la planification et le suivi mensuel (chronogramme d'activités) ;
- Assure la supervision des travaux de construction/réhabilitation, de l'équipement et de la maintenance ;
- Fournit les indicateurs quantitatifs et qualitatifs, dans le respect des obligations du cadre logique ;
- Revoit des livrables clés ;
- Contribue aux activités de communication, en lien avec le/la responsable régional ;
- Contribue aux rapports mensuels de suivi.

Coordination interne :

- S'inscrit dans la coordination de l'équipe régionale, participe aux réunions de coordination régionale.

Exécute toutes autres tâches confiées relevant de ses compétences.

PROFIL SOUHAITE :

- Diplôme architecte ou ingénieur génie civil ;
- Expertise technique confirmée dans le domaine des infrastructures, de l'équipement et de la maintenance ;
- Expertise dans le domaine de la santé sera un atout ;
- Expertise en maîtrise d'œuvre (études et/ou suivi de travaux) sera un atout ;
- Interdisciplinarité sera un atout (architecture, ingénierie, infrastructures, eau/assainissement, gestion des déchets, énergie, santé publique, équipement biomédical, maintenance, marchés publics...)
- Expérience réussie d'au moins 3 ans sur un poste similaire ;
- Maîtrise des fondamentaux de la gestion de projet et du cycle de projet un atout ;

Aptitudes

- Sens de l'organisation et rigueur ;
- Capacité d'adaptation ;
- Esprit d'initiative, autonomie et réactivité ;
- Capacité de communication, de coordination et de travail en équipe ;
- Bonne maîtrise du français (écrit et oral)
- Bonne maîtrise des outils bureautiques, notamment Excel et Word ;
- Maîtrise de logiciels en architecture, ingénierie, cartographie, gestion de maintenance assistée un atout.

Lieu : Boké, Guinée

Type de contrat : CDD de droit guinéen, 14 mois.

Date de prise de fonctions : janvier 2025

Rémunération : Selon grille Expertise France